

Informations du Guatemala

3^e Année, n°133

Du 19 au 25 juillet 1985

POLITIQUE

Membres du Congrès opposés à une reprise de l'aide militaire
Important appui américain
Les Etats-Unis protégeront le processus électoral.
"Halté à la répression" demandent les syndicalistes.
L'Extrême-droite demande des éclaircissements sur les crimes
Les hommes politiques, éloignés de la réalité
La corruption se poursuit
Entrevue entre Mejia et Duarte

ECONOMIE

Nouvelles pressions exercées par le FMI
On puise dans les réserves en or
Fuite des capitaux

DROITS DE L'HOMME

Disparitions en hausse
Version officielle rejetée
Assassinat d'un étudiant

REFUGIES

Le calme règne dans la zone frontalière

POLITIQUE

MEMBRES DU CONGRES OPPOSES A UNE REPRISE DE L'AIDE MILITAIRE

Le 16 juillet, le sous-comité d'allocations de la Chambre des Représentants des Etats-Unis s'opposait à la demande émanant du président Reagan et visant à octroyer une aide militaire au régime guatémaltèque pour l'exercice fiscal 1986.

L'entité humanitaire Washington Office on Latin America -WOLA- a fait savoir à Enfoprensa que cette position de refus adoptée par les membres du Congrès est due à la continuation de la politique de violations des Droits de l'Homme au Guatemala.

D'autre part, un porte-parole de l'Ambassade guatémaltèque à Washington affirme que la visite récente d'une délégation guatémaltèque aux Etats-Unis avait pour but d'obtenir "l'appui et la compréhension".

IMPORTANT APPUI AMERICAIN

Un communiqué conjoint publié à Washington le 18 juillet stipulait que l'Administration Reagan réitère son "important appui" au gouvernement du Guatemala et lui propose d'établir un flux d'échange touchant plus de 20 produits agricoles américains.

Le communiqué signale, en outre, que la Maison Blanche considère comme étant "positive", l'intention manifestée par le gouvernement de Mejia Victores de conclure un accord avec le Fonds Monétaire International et, que dans le cadre de ce programme d'ajustement économique, elle se déclare prête à chercher une aide financière supplémentaire au profit du Guatemala.

LES ETATS-UNIS PROTEGERONT LE PROCESSUS ELECTORAL

Le 18 juillet, l'Ambassadeur américain, Alberto Martinez Piedra, au cours d'un discours prononcé dans le cadre du Rotary Club du Guatemala, affirmait qu'au besoin, l'Administration Reagan serait prête à agir de façon énergique en vue de protéger le processus électoral en cours au Guatemala.

Martinez Piedra n'a pas tari d'éloges eu égard au dit processus et a ajouté que le Guatemala "pouvait être cité en exemple étant donné que les droits politiques, loin d'être réprimés, étaient protégés".

"HALTE A LA REPRESSION" DEMANDENT LES SYNDICALISTES

Le 17 juillet, le syndicat de l'industrie du verre centre-américaine -CAVISA- exigeait que le gouvernement mette un terme à "la violence et la répression envers les secteurs démocratiques, estudiantins et syndicaux".

L'organisation syndicale, après avoir fait circuler un communiqué de presse, s'est déclarée solidaire des démarches entreprises par les familles et proches des détenus et disparus et a exigé que soient remis en liberté, vivants, les guatémaltèques ayant disparus, "afin de prouver par des actes que notre pays s'achemine véritablement vers une démocratie".

L'EXTRÊME-DROITE DEMANDE DES ECLAIRCISSEMENTS SUR LES CRIMES

C'est au Ministre de l'Intérieur que l'extrême-droite s'est adressée pour demander des éclaircissements sur les nombreux crimes "qui sont encore entourés du plus grand des mystères depuis le renversement du régime de Lucas García", dans le but de gagner la confiance de la population.

Dans un communiqué remis aux milieux de presse, le 18 juillet, le Mouvement de Libération National -MLN-, a qualifié le fait que des crimes et des attentats soient perpétrés contre des citoyens de toutes les catégories sociales de "douloureux". Les membres de l'extrême-droite exige, entre autre, des indices quant au lieu de détention des détenus et disparus.

LES HOMMES POLITIQUES, ELOIGNES DE LA REALITE

Le 18 juillet, la Confédération de l'Unité Syndicale du Guatemala -CUSG-, dans un communiqué de presse où l'on mettait l'accent sur le fait que les partis politiques qui participent au processus électoral ne proposent aucune solution concrète et raisonnable pour remédier aux nombreux problèmes aigus auxquels doit faire face le Guatemala, signalait que "les dits groupes politiques se gargarisent de promesses électorales, sans aucuns fondements scientifiques et réalistes".

C'est pourquoi, précise la CUSG, les travailleurs ne peuvent se définir face à ces partis politiques.

LA CORRUPTION SE POURSUIT

Le 19 juillet, le Colonel en retraite, José Dolores Argueta Ruiz dénonçait, au cours d'une cérémonie d'hommage en l'honneur de l'Association Militaire "Fraternité Militaire", le fait que la corruption gouvernementale a eu des répercussions auprès des militaires et des civils pensionnés. Selon lui, le blâme est imputable aux fonctionnaires des divers gouvernements qui se sont succédés depuis 1976, responsables des pertes d'actions et de dividendes encourues par les membres de l'Association.

Le Colonel a précisé que la Banque des travailleurs a octroyé des prêts fantômes, irrécupérables, qui ont eu des incidences négatives pour quelques deux millions d'actionnaires ayant bloqué leurs capitaux dans cette banque moyennant un prélèvement obligatoire sur leurs salaires.

ENTREVUE ENTRE MEJIA ET DUARTE

Le chef de l'Etat, le Général Oscar Mejia Victores et le Président du Salvador, Jose Napoleon Duarte, se sont entretenus, le 19 juillet, à la frontière entre les deux pays. Au cours de cette rencontre, divers fonctionnaires des secteurs économique, relations extérieures, électrification, banquier et financier, étaient présents.

Peu avant la réunion, Mejia Victores réaffirmait que les pays d'Amérique Centrale pouvaient parfaitement cohabiter "avec le Nicaragua, leur voisin communiste" et, il a ajouté que le gouvernement sandiniste ne cherchait nullement à exporter sa révolution et n'avait aucune influence sur le Guatemala.

ECONOMIE

NOUVELLES PRESSIONS EXERCEES PAR LE FMI

Le 19 juillet, le Ministre des Finances Publiques, Armando Gonzalez Campo, résumait les exigences du Fonds Monétaire International -FMI- comme suit : une augmentation des recettes fiscales gouvernementales, une hausse des taux d'intérêts bancaires et la dévaluation du Quetzal (monnaie nationale). C'est à ces conditions que le FMI acceptera de reprendre son aide au Guatemala sous forme de prêts.

Le fonctionnaire devait ajouter que selon le FMI, le gouvernement a commis une erreur lorsqu'il a mis un terme à la réforme fiscale imposée puis abandonnée à la suite des nombreuses pressions exercées par le secteur privé en avril dernier. Il était en effet sage de se montrer attentif à la situation et de décider des coupes sombres dans le budget national.

Gonzalez a mis en exergue le fait que la position américaine était sensiblement la même que celle adoptée par le FMI.

ON PUISE DANS LES RESERVES EN OR

Le 22 juillet, le Président de la Banque du Guatemala, Oscar Alvarez Marroquín, faisait savoir que le gouvernement militaire avait engagé un cinquième de ses réserves en or (évaluées à 170 millions de dollars) pour pouvoir honorer des factures pétrolières arrivées à terme.

Le fonctionnaire a souligné que 96 000 onces Troy d'or, c'est à dire 20 % des réserves en or, ont été engagées sur le marché international pour une valeur de 34 millions de dollars. C'était la seule façon d'éviter la paralysie énergétique du pays.

Non obstant, cette opération, précise Alvarez, ne signifie pas pour autant la vente définitive de cet or. En effet, ce dernier pourrait être récupéré par la suite à condition que le pays soit en mesure de rembourser le capital avancé et les intérêts qui s'y rattachent.

FUITE DES CAPITAUX

Le 17 juillet, le Chef du Département des Changes de la Banque de Guatemala, Juan José Rabanales, précisait que la fuite des capitaux perdure dans le pays. Il a signalé que, récemment, près de 53 millions de dollars issus de la vente de produits agricoles destinés à l'exportation n'ont pas été déposés à la dite banque.

D'autre part, vu la carence des devises, la Banque du Guatemala s'est vue dans l'obligation d'arrêter l'allocation de bourses aux étudiants guatémaltèques à l'étranger. Ces derniers disposaient d'une somme mensuelle de 500 dollars.

DROITS DE L'HOMME

DISPARITIONS EN HAUSSE

Le 17 juillet, les parents de victimes des disparitions ont présenté 87 recours individuels de mise en liberté en faveur du même nombre de détenus ou disparus. Pour les familles et proches des victimes, il est clair que les responsables ne sont autres que les membres des forces de sécurité gouvernementales. C'est ce qu'a fait savoir le secrétariat de l'entité judiciaire.

Selon cette information, la Cour Suprême de Justice a autorisé et donné suite à tous les recours présentés. Cependant, les plaignants ont souligné que la "diligence" avec laquelle les recours furent examinés n'était que superficielle étant donné que dans certains cas, on rappelait le détenu des centres policiers ou militaires situés dans les environs alors que dans d'autres, des rapports étaient exigés des bases militaires sans que soient établis des contrôles et des reconnaissances sur place en vue de déterminer l'existence possible de prisons clandestines.

VERSION OFFICIELLE REJETEE

Le 21 juillet, le Conseil Supérieur Universitaire, organe suprême de l'Université Nationale de San Carlos, diffusait un communiqué où il était stipulé que les milliers de disparitions survenues au Guatemala ont une raison politique à la base et ne sont nullement la conséquence de problèmes de drogues comme le prétendait il y a quelques jours, le Chef de l'Etat.

L'Université de San Carlos réfute "catégoriquement" les allégations du mandataire de l'Etat lorsqu'il prétend que ce centre d'études est une plaque tournante dans "le trafic de stupéfiants".

ASSASSINAT D'UN ETUDIANT

Edgar Florencio Cajas Martínez, étudiant du Centre Universitaire de l'Occident, à l'Université de San Carlos, fut enlevé à la mi-juin, par des personnes identifiées comme appartenant aux forces de sécurité gouvernementales et retrouvé, mort, le 22 juillet, au fond d'un ravin, dans les faubourgs de la ville de Quetzaltenango. Le corps portait des traces de torture, de strangulation et était criblé de balles.

Dès le début du mois de juin dernier, 4 membres de la communauté universitaire ont été enlevés ou ont disparus, deux professeurs d'université ont été assassinés, 5 étudiants ont été les cibles de fusillades et deux autres ont demandé l'asile politique dans d'autres pays.

REFUGIES

LE CALME REGNE DANS LA ZONE FRONTALIERE

Le journal mexicain Uno más Uno rapporte les propos du Colonel Cesar Barahona Soria, Consul de Guatemala à Comitan, au Mexique, selon lesquels, la zone limitrophe entre

le Guatemala et le Mexique "est calme et n'est pas troublée par la guérilla". Le Consul a, en outre, qualifié les réfugiés issus de cette région de personnes "saines, très travailleuses, se consacrant au travail de leurs terres et se préoccupant de leur survie".

Selon le Consul, "rien de grave ne s'est produit". C'est ce qu'il a affirmé dans une entrevue publiée le 23 juillet, en faisant allusion aux rapports relatifs à une invasion du territoire mexicain perpétré par les troupes guatémaltèques. Il a ajouté : "Comme vous le savez, c'est dans les zones frontalières que l'on exerce des contrôles plus approfondis et, on a pu vérifié qu'il n'y avait là aucune trace de subversion".

XXXXXXXXXXXXXX